

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1984)
Heft: 751

Artikel: Initiative vaudoise : scolairement dit
Autor: Gavillet, André
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1017196>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 29.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Assurance-maladie: voyons les choses en face!

Politique de la santé en Suisse: même une réforme réussie de l'assurance-maladie ne ferait pas le printemps. C'est tout dire et c'est situer l'ampleur des problèmes à résoudre qui dépassent encore largement le champ des controverses actuelles. C'est dire aussi que nous partageons tout à fait le scepticisme et l'indignation de Pierre Gilliland, l'autre jour à la Radio romande («Diagnostic économique» du 27 octobre), une voix que les lecteurs de DP connaissent bien, depuis des années. Citons encore, pour marquer le coup:

(...) Ecoutez le concert des lamentations et des récriminations. Ce sont les mêmes pleurs que l'on entendait il y a une dizaine d'années. Selon un schéma classique, la votation sur l'assurance-maladie échouait alors, les voix se dispersant sur une initiative et un contre-projet.

Dix ans déjà! Malgré sa mauvaise mine, l'assurance-maladie, moribonde, est solide encore. Ses maux ne sont pourtant pas imaginaires.

Plusieurs projets de révision se sont lamentablement enlisés. Au nom de grands principes, chacun y va de sa petite idée, de son petit remède, de son petit truc, de son petit machin. De grandes conférences secouent les esprits, à la recherche d'une solution passe-partout. En fait, il s'agit d'une quête du plus petit dénominateur commun.

Le Conseil national a commencé de discuter un programme d'urgence, sorte de révision partielle de révision partielle. Mais écoutez donc: «C'en est trop et pas assez»! Si ses propositions ne sont pas suffisamment prises en compte, le Concordat des caisses-maladie lancera un référendum! Si des contraintes tarifaires sont imposées, la Fédération des médecins suisses lancera un référendum! Si des mesures de planification sont retenues, afin d'éviter que ne s'accroisse encore la surcapacité en équipements hospitaliers, l'Association des cliniques

privées lancera un référendum! Ainsi, le recours à un instrument de notre démocratie sert à brandir des menaces et à défendre des intérêts particuliers. Les perspectives. A court et moyen terme:
Mais dans deux mois, il y aura une Xième hausse des cotisations, de l'ordre de 20 à 30%. Silencieusement, elle enverra des vieux et des vieilles devant les guichets de l'assistance publique, ou dans des homes qui leur accorderont refuge. Elle pénalisera les familles, qui subiront autant de hausses que le nombre de leurs membres. Quel travail!

Et ce constat:

Le système actuel d'assurance maladie est foutu. Tout le monde le sait. Mais presque tout le monde le tait.

D'urgence, il faut administrer des remèdes à la moribonde. Mais à terme, on ne fera pas l'économie d'une refonte complète.

Une éclaircie dans ce paysage désolant, le travail du professeur Marc-Henri Amsler¹ qui propose des principes nouveaux pour une révision fondamentale de l'assurance-maladie avec une idée directrice: «réactiver le sens de la responsabilité auprès de tous les milieux concernés par les problèmes liés à la santé». Nous reviendrons sur cette réflexion, mais d'ores et déjà il faut dire qu'un des piliers de ce «modèle» permettra de s'attaquer au moins à l'un des défauts majeurs du système actuel: concernant les frais ambulatoires (médecin, pharmacie, soins à domicile), seraient assurées non les personnes prises individuellement, mais les familles en tant que telles, la «cotisation familiale» étant, en francs, la même pour chaque famille et la famille prenant en charge les frais ambulatoires occasionnés par ses membres jusqu'à un certain plafond par an, appelé *franchise annuelle familiale* (faf), elle-même fixée en fonction du revenu familial.

¹ «Le modèle FAF», M.-H. Amsler, cahier (n° 10/84) publié par l'Institut de sciences actuarielles de l'Université de Lausanne (adresse utile: BFSH, 1015 Lausanne-Dorigny).

Scolairement dit

Historiquement. A ceux que pourraient lasser les discussions sur l'école, parce que cela ne les concerne pas familialement ou parce qu'il s'agit d'une page de leur vie heureusement tournée (le plaisir d'être adulte!), il faut philosophiquement faire constater qu'aucune société n'évolue sans remettre en cause les canaux de la transmission du savoir. Renaissance et Réforme, Vaud va bientôt célébrer le 450^e anniversaire de son Académie, d'abord pépinière de pasteurs, puis devenue Université. Le XVII^e et le XVIII^e siècles voient la lente extension de l'enseignement secondaire et le goût des sciences neuves. La Suisse romande a été, par exemple, le centre d'une fantastique diffusion de l'Encyclopédie de Diderot. Et les progrès de l'école obligatoire au XIX^e et la lente ouverture des études longues au XX^e, etc.

Pourquoi donc, à la fin du XX^e siècle, quand les médias et l'informatique bouleversent la société, l'école, qui prépare à cette société-là, resterait-elle dans sa tour d'ivoire?

Localement. En dehors de ces généralités, il y a, dans le canton de Vaud, un problème spécifique: une structure scolaire indéfendable, faite de sélection précoce, de concours d'admission à dix ans, de division hiérarchisée dans leur dignité.

Depuis plus de vingt ans, de discussions lassantes en commissionnite, le problème pourrit.

La question que l'initiative scolaire pose est celle de la réforme: Vaud fera-t-il la sienne dans la clarté; Vaud rejoindra-t-il, tout en développant des modalités originales d'orientation, la structure que connaissent les autres cantons romands?

Il existerait une volonté réformatrice dans le canton pour autant que la structure tienne compte des particularités régionales: population, ici très concentrée, là disséminée. Politiquement, cette majorité se dégage mal: le parti radical subit la pression

de ses partenaires libéraux, y résiste et y cède à la fois, n'osant franchement prendre la direction — sur cet objet particulier qui n'impliquerait pas un renversement des alliances — d'un projet de centre-gauche.

Ce qui à Neuchâtel et dans le Jura se discute dans un large accord, franchissant les frontières politiques, devient, dans le canton de Vaud, politisé et marchandé, quitte à faire fi, dans les contre-propositions gouvernementales, des données élémentaires de la pédagogie: comment peut-on demander à des maîtres nouveaux d'orienter en quelques mois toute une volée scolaire? L'initiative, elle, en termes clairs, pose la question de principe d'une réforme vraie. Le peuple tranchera, enfin.

Redistribution. On observe que les débats, très suivis dans chaque district, réunissent un public, lui non politisé, soucieux de s'informer. Ce public, parfois désorienté quand la discussion devient technique, se révèle allergique à la politisation que tente la droite dans le style usé: «Attention, on va tout socialiser, à commencer par l'école; derrière cette initiative, il y a des gauchistes, etc...»

Ce langage ne porte pas, pas plus que le mépris dans lequel les adversaires de l'initiative tiennent les parents, jugés incapables d'une appréciation sérieuse concernant leur enfant.

Cette rupture évidente avec la langue de bois de la politique vaudoise gouvernementale est, à elle seule, un des mérites de l'initiative.

Parce que l'initiative pose sérieusement un problème sérieux, elle rompt le cadre de la politisation. A ce titre, elle mérite d'être défendue, pour elle-même.

A. G.

PS. Réforme scolaire vaudoise: les lecteurs de «Domaine Public» sont au parfum... pour avoir suivi dans ces colonnes, pas à pas et depuis des années, l'avancement (si l'on peut dire!) des travaux. Ils peuvent compter sur nous pour continuer à éclairer les enjeux avec obstination, avant comme

après le 2 décembre, date de la votation cantonale sur l'initiative «Une meilleure école pour tous». Sur ce sujet crucial, ils liront notamment des contributions d'André Gavillet, telle celle qu'il signe cette semaine. Signalons qu'André Gavillet vient de publier une brochure (adresse utile: UMEPT, c.p. 2395, 1002 Lausanne) résumant les raisons de son engagement, décortiquant le système scolaire vaudois et précisant l'importance de la décision qui interviendra dans quelque deux semaines. Un document de référence, des points de repère clairs qui permettront d'éviter les pièges de la campagne d'«information» officielle dont nous avons d'ores et déjà donné un aperçu dans DP 749, sous le titre «La guerre des mots». Réd.

LE CARNET DE JEANLOUIS CORNUZ

Moscou, son œil et son fric

Vous avez lu les révélations de *24 Heures* concernant l'argent versé par les Soviétiques au Parti du Travail? Des centaines de mille francs!

Enfin toute la lumière! Enfin toute la vérité!

C'est vrai, ça. Voilà belle lurette que je me demandais:

1. D'où venait l'argent qui finançait la «Voix Ouvrière» (VO). Car enfin, vous vous souvenez: au début, juste après la guerre, ce misérable hebdomadaire qu'était la «VO», paraissant sur quelques feuilles. Et puis peu à peu, la croissance, le développement, jusqu'au luxueux quotidien que nous connaissons, avec sa légion de rédacteurs grassement payés, ses collaborateurs prestigieux, mais touchant vraisemblablement d'énormes cachets, etc. — je vous le demande: d'où vient l'argent?

2. D'où venait la fortune *personnelle* de tel ou tel membre du Parti du Travail. Je ne prends qu'un seul exemple, celui du camarade André Muret. Nous sommes quelques-uns à nous rappeler encore le papa Muret qui, chômeur, gagnait quelques sous à pêler la neige en hiver. Et son fils — André

Muret, donc — commençant je dirais presque indigent, et après trente ans ou quarante ans passés à la rédaction de cette même «VO» dont je parlais plus haut, se retirant fortune faite, multimillionnaire — je vous le demande: d'où vient l'argent? Ou plus exactement, je me demandais... Aujourd'hui, grâce à *24 Heures* et aux révélations de Nicolas Polianski, ex-agent du KGB, *je sais*: la «VO», le POP n'avaient nullement besoin de cet argent, puisque les Soviétiques payaient, et combien largement!

... Je vous vois venir:

Vous allez me dire que le ridicule ne tue pas, et que, comme l'écrivait Flaubert, rien ne donne une meilleure idée de l'infini que la bêtise humaine.

Vous allez me dire que je déforme systématiquement les faits. Que tout au contraire, fils du docteur Muret et membre d'une vieille famille vaudoise, André Muret a connu une enfance, puis une jeunesse aisées, mais que par la suite, secondé et entraîné tout à la fois par une femme admirable, Charlotte Muret, il a presque tout donné à son parti... Que tout au contraire la «VO», quotidien pendant des années, n'est plus aujourd'hui qu'un modeste hebdomadaire, faute de moyens financiers (et grâce à des tarifs postaux judicieusement calculés, qui font que seuls les grands journaux, qui ont leur propre service de distribution, peuvent survivre — la *Gazette de Lausanne*, la *Sentinelle*, *Die Tat*, en savent quelque chose).

Avec cet esprit incroyablement tordu qui est le vôtre, vous allez faire un rapprochement entre les articles parus dans *24 Heures*, et sur le même sujet à peu près, un autre article paru, celui-là, dans *Le Matin*, et qui s'est révélé reposer sur un document falsifié, sur une photo manipulée — si bien que mon Dieu, le grand frère, *24 Heures*, a volé au secours du petit frère, *Le Matin*, dans un sentiment d'amitié fraternelle profondément émouvant...

Vous allez me dire...

Bien, puisque vous voulez à tout prix ergoter, restons-en là et changeons de sujet: Vous avez lu le dernier roman de Barilier? Et l'exposition FORMAT, vous avez vu?

J. C.